



# La Seine-Saint-Denis doit être entendue !

## Plus de services publics,

# Un plan d'urgence pour l'éducation dans le 93 !

## Manifestons le 30 mars !

La Seine-Saint-Denis est depuis des années maltraitée en termes de services publics. Depuis le 26 février, la communauté éducative et les parents de la Seine-Saint-Denis sont fortement mobilisé-es pour exiger un plan d'urgence en faveur de nos écoles, nos collèges, nos lycées, nos CIO.

Nos élèves sont victimes d'une rupture d'égalité, documentée par deux rapports parlementaires dont le dernier a été rendu public le 30 novembre 2023. Il confirme entre autres que le service public de l'éducation en Seine-Saint-Denis, creuse les inégalités au lieu de les résorber. Un élève en Seine-Saint-Denis perd ainsi en moyenne 18 mois d'enseignement sur l'ensemble de sa scolarité obligatoire par manque de professeur-es. Plus largement, la mobilisation dénonce le manque d'assistantes sociales, d'infirmières mais aussi les difficultés sociales (élèves à la rue), qui pèsent sur des enseignant-es qui se retrouvent à tout faire.

Les personnels réuni-es en assemblée générale et l'intersyndicale FSU 93, CGT Éduc'action 93, SUD éducation 93 et CNT éducation 93 exigent :

- \* 20 élèves par classe maximum dans toutes les classes ;
- \* la création de 5 000 postes d'enseignant-es, 2200 postes d'AESH, 650 postes d'AED, 320 postes d'AP et 175 postes de CPE ;
- \* des personnels psycho-médico-sociaux en nombre suffisant (120 EDO, 170 EDA) ;
- \* des établissements scolaires salubres et à taille humaine.

Cette mobilisation rencontre l'appui et l'engagement important des parents d'élèves, qui participent et construisent des actions ; elle est soutenue par l'ensemble des parlementaires du 93 et des élu-es locaux de toutes obédiences. Ce souffle de toute la Seine-Saint-Denis pour l'égalité doit être entendu !

L'ampleur de cette lutte s'explique aussi par le fait qu'elle résonne avec les nombreuses revendications que nous pouvons porter sur le service public dans le département.

L'urgence est déjà largement dépassée. Le temps n'est plus aux manœuvres, mais au rétablissement de l'égalité !

**Nous appelons ainsi à participer massivement aux 12 manifestations départementales du samedi 30 mars.**

Les services publics ne sont pas des coûts mais des investissements, l'élément fondamental d'une société démocratique. Le dévouement des agent-es ne peut combler les manquements de l'État.

Les Organisations Syndicales de l'interpro dénoncent la situation dramatique des services publics de Seine-Saint-Denis et l'abandon dans lequel sont laissé-es les usager-es de ce département. La baisse des dotations de l'État a un impact grave sur les services publics au delà de l'Éducation nationale. La fermeture des points d'accueils de la sécurité sociale, celle des bureaux de poste, les hôpitaux saturés et délabrés, la dématérialisation qui rend impossible l'échange de la population avec les administrations, sont autant de facteurs qui creusent les inégalités dans un département qui ne mérite pas d'être laissé pour compte. Les personnels des services publics ne peuvent plus porter à bout de bras des missions qu'ils ont de moins en moins les moyens de réaliser dans le respect des usager-es.

**En réclamant justice pour notre territoire, nous souhaitons contribuer à faire résonner à travers le pays une exigence d'intérêt général : celle de la défense et du développement d'une Ecole publique de l'émancipation par les savoirs ! Celle de services publics pour toutes et tous.**